

Pouvoir d'emprunt—Loi

Alors, est-ce que le député libéral fédéral pourrait répondre à cette question-là?

M. Ouellet: Monsieur le Président, je vais répondre avec grand plaisir, parce que ce très long exposé se résume finalement à deux petites choses. La première c'est que l'honorable députée essaie de «s'embarquer» un peu de gloriole sur ce que les libéraux de Québec font en essayant de faire croire que le gouvernement de M. Bourrassa est en train de copier le gouvernement Mulroney. Je dois lui dire qu'elle se trompe grandement, que les mesures qui sont prises à Québec sont bien différentes de celles que le gouvernement conservateur est en train de nous imposer, à tous les Canadiens.

Mme Mailly: C'est tout à fait faux ce que vous dites!

M. Ouellet: Il y a une différence considérable et surtout entre le préjugé favorable du gouvernement conservateur pour les grandes multinationales . . .

Mme Mailly: Exemple s'il vous plaît, exemple!

M. Ouellet: . . . et l'attitude conciliante et favorable du gouvernement libéral de Québec en faveur des plus démunis est une contradiction tellement évidente qu'il faut être aveugle pour ne pas la voir.

Deuxièmement, . . .

Mme Mailly: En coupant la désindexation!

M. Ouellet: J'ai écouté l'honorable députée avec déférence, je lui ai laissé faire son long exposé. J'espère qu'elle aura la même courtoisie de me permettre de lui répondre sans subir ses interventions et ses petites crises.

Mme Mailly: Répondez-moi plutôt que de faire un discours!

M. Ouellet: Je suis en train de lui dire que son exposé a démontré, d'ailleurs elle a cité un journaliste du *Globe and Mail* qui révèle bien clairement ce que je disais, c'est à dire que *Tory times are always tough times*. C'est une réalité flagrante qui embarrasse la députée, mais c'est vrai, et toute la population doit le reconnaître, depuis que les conservateurs sont au pouvoir, ça va mal. Ça va mal pour ceux qui vivent du domaine du pétrole, pour ceux qui vivent sur les fermes, et ça va mal pour tout ce million et plus de travailleurs qui ne se sont pas trouvé d'emploi, pour toute cette jeunesse qui attend encore d'avoir l'emploi qu'on lui avait promis à l'occasion des dernières élections.

Finalement, je vais lui dire ceci, je vais me faire un devoir de reprendre la phrase qu'elle a utilisée dans sa courte intervention où elle parlait du gaspillage des libéraux pour les programmes que nous financions pour aider des individus à apporter de la nourriture dans les foyers des gens les plus démunis et . . .

Mme Mailly: Du dédoubleage!

M. Ouellet: . . . et aussi d'avoir des jeunes qui allaient faire des ménages chez ces familles les plus démunies. Si l'honorable députée pense que c'est du gaspillage que ce genre de travail . . .

Mme Mailly: Du dédoubleage, du dédoubleage!

M. Ouellet: . . . je suis convaincu que la population la jugera comme elle mérite d'être jugée.

Mme Mailly: Monsieur le Président, le député de Papineau sait très bien que j'ai parlé de dédoubleage de programmes et

non de gaspillage dans des programmes sociaux. Il sait aussi très bien que lorsque j'ai lu l'article de Jeffrey Simpson, que ce monsieur disait, et très correctement, que la situation internationale est la cause des maux au niveau du pétrole et au niveau du prix du blé. Il sait très bien aussi que vous avez annoncé tout à l'heure, monsieur le Président, qu'un comité spécial de la Chambre où siège un de ses collègues va se pencher sur le prix domestique du blé, précisément parce que c'est la situation internationale qui crée le problème au Canada, et non la situation domestique qui crée un problème sur la scène internationale.

Alors, comme vous le voyez, monsieur le Président, il a beau être dans l'Opposition officielle, mais il n'a pas appris la vertu. Il est encore porté à faire des propos qui sont très dramatiques, très politiques mais qui, enfin, sont très loin de la réalité.

M. Ouellet: Monsieur le Président, j'accepte la rétractation de la députée. Je suis conscient qu'elle réalise que le fait de traiter de gaspillage ces programmes sociaux très importants était une erreur de langage de sa part. Et elle veut maintenant appeler cela du dédoublement.

Mme Mailly: Vous n'avez qu'à lire les bleus!

M. Ouellet: C'est très typique du parti conservateur, monsieur le Président. Chaque fois qu'un programme conservateur est coupé, on dit: «Bien, on n'a pas besoin de le faire, parce que d'autres vont le faire.»

Voilà un gouvernement qui a été élu pour régler des problèmes et pour lui sa façon de régler les problèmes, c'est de passer le problème à son voisin.

Or, voici un programme qui allait bien. Le gouvernement ne veut plus le faire. Il donne cela aux provinces, puis il leur demande d'assumer la responsabilité. Voici des programmes qui créaient de l'emploi. Le gouvernement progressiste conservateur ne veut pas créer de l'emploi. Il donne cela à l'entreprise privée, puis il dit: Faites le travail à notre place. Vous autres, créez des emplois à notre place. C'est un gouvernement qui abdique ses responsabilités et qui ne mérite pas la confiance de la population.

● (1530)

[Traduction]

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir intervenir contre ce projet de loi qui nous obligerait à emprunter 22.5 milliards de dollars pour assurer les dépenses générales du gouvernement. Je m'oppose à ce projet de loi parce qu'il résume, ou qu'il fournit l'occasion de résumer les aspects les plus néfastes à mon avis de la politique du gouvernement.

La plupart de mes concitoyens, comme moi-même, n'ont pas l'expérience de milliards de dollars, mais ils ont en revanche fait l'expérience de l'endettement. Nous savons qu'il est souvent plus facile de s'endetter que de rembourser sa dette. Toute une série de politiciens de la vieille garde nous ont dit: «Votez pour moi et je réglerai le problème de la dette de l'État». Nous avons voté pour eux, et ils n'ont fait que nous endetter encore plus. Je pense qu'il est temps d'approfondir un peu plus la question.

Il y a trois ans, la Commission des évêques de l'Église catholique romaine du Canada a fait une déclaration sur le chômage qui allait plus loin que les déclarations auxquelles se livrent